

Classes sociales, régions et accumulation du capital

Paul Y. Villeneuve

Volume 22, Number 56, 1978

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021391ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021391ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Villeneuve, P. Y. (1978). Classes sociales, régions et accumulation du capital. *Cahiers de géographie du Québec*, 22(56), 159–172.
<https://doi.org/10.7202/021391ar>

Article abstract

The joint analysis of interregional and interpersonal income disparities leads to a reformulation of regional development theory. A two-stage conceptual framework is proposed: firstly, the notion of region is redefined in terms of the two concepts of mode of production and social formation; secondly, the relationship between long swings in capital accumulation and unequal regional development are discussed. Two examples are then used to illustrate the theory: the spectacular rise of the South in the United States, and the continued unequal development between Québec and Ontario in Canada.

CLASSES SOCIALES, RÉGIONS ET ACCUMULATION DU CAPITAL

par

Paul Y. VILLENEUVE

Département de Géographie, Université Laval, Québec, G1K 7P4

RÉSUMÉ

L'analyse conjointe des disparités interrégionales et interpersonnelles du revenu pose la nécessité de reformuler le problème du développement régional inégal en termes des rapports entre classes sociales, régions et accumulation du capital. L'auteur propose une problématique à deux volets: une redéfinition de la région est d'abord tentée à l'aide des concepts de mode de production et de formation sociale; et les rapports entre les ondes longues du procès d'accumulation et le développement régional inégal sont ensuite esquissés. La problématique est illustrée à l'aide de deux exemples nord-américains: le cas de la montée spectaculaire du Sud aux États-Unis depuis 30 ans, et le maintien de l'inégalité du développement entre le Québec et l'Ontario au Canada.

MOTS-CLÉS: classes sociales, région, mode de production, formation sociale, cycles d'accumulation, échange inégal, forces productives, rapports de production, États-Unis, Québec, Ontario.

ABSTRACT

Social classes, regions and capital accumulation

The joint analysis of interregional and interpersonal income disparities leads to a reformulation of regional development theory. A two-stage conceptual framework is proposed: firstly, the notion of region is redefined in terms of the two concepts of mode of production and social formation; secondly, the relationship between long swings in capital accumulation and unequal regional development are discussed. Two examples are then used to illustrate the theory: the spectacular rise of the South in the United States, and the continued unequal development between Quebec and Ontario in Canada.

KEY WORDS: social classes, region, mode of production, social formation, accumulation cycles, unequal exchange, productive forces, relations of production, United States, Québec, Ontario.

*

**

Des travaux récents suggèrent une tendance à la réduction des disparités interrégionales de revenu au Canada et aux États-Unis. Cette tendance est toutefois concomitante au maintien, et même à l'accroissement, des disparités interpersonnelles de revenu, à l'échelle nationale et à l'échelle régionale dans les deux pays. Le texte qui suit débute à un niveau très empirique: pourquoi les disparités de revenu — qui sont, nous l'admettons volontiers, un indicateur bien imparfait des disparités de bien-être — peuvent-elles à la fois diminuer entre les régions et augmenter entre les individus? Les régions ne sont-elles pas autre chose, à des fins d'analyse de la répartition des revenus, que des groupements d'individus? Présumément, si l'on pouvait répartir arbitrairement, et en faisant abstraction de la localisation, les 23 millions de Canadiens en dix groupes correspondant en taille aux populations des dix provinces, ne retrouverait-on pas les mêmes tendances opposées, soit une diminution des disparités inter-régionales et un accroissement des disparités interpersonnelles? Non, les résultats seraient très certainement autres: les disparités évolueraient dans la même direction au niveau intergroupe et au niveau interpersonnel. Et cela pour la bonne et simple raison que, dans cette expérience, les individus auraient été regroupés de façon aléatoire. Une telle expérience servirait tout simplement à indiquer qu'une région est bien autre chose qu'un regroupement aléatoire d'individus; qu'une région est une structure (ou une sous-structure), et que les tentatives d'explication des tendances dans la répartition du revenu doivent reconnaître ce fait.

Notre but ici est donc de développer, et d'articuler l'une à l'autre, deux argumentations qui visent à rendre compte des tendances récentes dans la répartition du revenu entre les individus et entre les régions. Après un bref survol de quelques résultats empiriques, nous proposons qu'une discussion des disparités régionales sans une analyse des classes sociales peut très bien contribuer au maintien et au développement des états-nations, mais qu'une telle discussion est au mieux incohérente, et au pire carrément idéologique, si la perspective avouée en est une de justice sociale.

Notre deuxième ligne d'argumentation suggère que les travaux récents sur le développement inégal, faits dans la perspective du matérialisme historique, fournissent un métalangage qui permet de mettre à nu le caractère idéologique de la science régionale d'inspiration néo-classique et keynésienne. Ces travaux conduisent aussi à proposer une explication tout autre du développement régional inégal, une explication ancrée dans la théorie de la valeur-travail plutôt que dans celle de la valeur-utilité. Selon cette explication, le développement régional inégal est à la fois la source et le résultat de l'échange inégal entre des modes de production différents, ou entre des stades différents du même mode, la transformation de ces modes et de leurs stades étant en rapport essentiel avec les ondes longues qui caractérisent l'accumulation du capital.

Ces deux lignes d'argumentation sont ensuite illustrées à l'aide de deux exemples nord-américains: les rapports entre le Nord-Est et le Sud aux États-Unis et ceux entre l'Ontario et le Québec au Canada.

DISPARITÉS DE REVENU

Dans un texte récent, Stöhr et Tödtling (1977, p. 33) notent que:

«Les maigres résultats des politiques régionales appliquées dans la plupart des pays sont observables dans le fait que les disparités spatiales dans les conditions matérielles de vie n'ont pas diminué, ou, si elles ont diminué à une échelle, le niveau interrégional par exemple, elles ont habituellement augmenté à d'autres échelles, à l'échelle urbaine par exemple». (traduction libre)

Cet énoncé caractérise très bien la situation du Canada et des États-Unis. Une étude, déjà ancienne, de Chernick (1966) montre une tendance à long terme, entre

1926 et 1964, vers la réduction des disparités interrégionales du revenu aux États-Unis et au Canada, la tendance étant toutefois beaucoup moins marquée dans ce dernier pays. Une étude plus récente de Love et Wolfson indique une relative stabilité dans le degré d'inégalité des revenus familiaux entre les dix provinces canadiennes pour la période de 1967 à 1971 : le coefficient de variation pondéré exprimé en pourcentage de la moyenne était de 13,46% en 1967 et de 14,20% en 1971 (Love et Wolfson, 1976, p. 111). Une autre étude portant sur les neuf régions économiques du Québec montre un déclin dans la dispersion interrégionale du revenu moyen per capita entre 1966 et 1974. En 1966, le coefficient de variation pondéré faisait 9,2% de la moyenne et en 1974, il faisait 5,7% (Villeneuve, 1977, p. 22). Ainsi, il semble que les écarts dans la répartition interrégionale des revenus sont, ou bien stables, ou bien en déclin, que ce soit aux États-Unis, au Canada ou au Québec. L'observation de cette tendance par les économistes régionaux conduit souvent ceux-ci à conclure au bon fonctionnement des mécanismes de redistribution du produit social en régime capitaliste.

Qu'en est-il toutefois de la répartition des revenus à d'autres niveaux d'agrégation, et tout particulièrement au niveau interpersonnel, à l'échelle de la formation sociale, de la région et de la ville? Le tableau 1 indique qu'aux États-Unis, la répartition interpersonnelle du revenu dans la population totale est demeurée relativement stable à long terme. Le décile supérieur s'accaparait une proportion légèrement moins forte du revenu total en 1969 qu'en 1910, mais il en était de même dans le cas des deux déciles inférieurs. En 1910, la moitié la plus riche de la population recevait 73% du revenu total; en 1969, elle en recevait 78%.

Dans le cas du Canada, Love et Wolfson établissent que les inégalités interpersonnelles de revenu dans la population totale se sont accrues entre 1951 et 1973 (Love et Wolfson, 1976, p. 75). Ils montrent de plus que la tendance fut la même à l'intérieur des provinces entre 1967 et 1971 (tableau 2). Une seule province, la Nouvelle-Écosse, laisse voir un déclin de son coefficient Gini. À l'intérieur des régions du Québec, la tendance n'est pas différente : la répartition interpersonnelle du revenu n'a pas diminué entre 1966 et 1974 (Villeneuve, 1977, p. 24).

Tableau 1

Répartition interpersonnelle du revenu avant taxation aux États-Unis

Année	Déciles			
	Premier	Deuxième au cinquième	Sixième au huitième	Neuvième et dixième
1910	33,9%	39,3%	18,5%	8,3%
1929	39,0%	39,0	16,6	5,4
1950	28,7	48,2	19,0	4,1
1959	28,9	48,4	18,7	4,0
1969	29,1	48,6	18,6	3,7

Au niveau intraurbain, Ray et Brewis (1976, p. 49) ont établi une relation positive, en 1971, entre la taille des villes canadiennes et le revenu familial moyen. Mais ils ont aussi obtenu une relation positive entre la taille et la dispersion intraurbaine du revenu familial. Haworth, Long et Rasmussen (1978, p. 7) ont étudié les rapports entre la taille des villes, le rythme de croissance de leur population et la répartition des revenus dans 79 zones métropolitaines américaines ayant une taille d'au moins 250 000 habitants. En maintenant constantes les variables suivantes : le revenu moyen, la composition raciale et la structure industrielle, ils ont établi des relations positives entre le degré d'inégalité des revenus et la taille des villes, ainsi qu'entre le degré d'inégalité des revenus et la croissance des villes.

Tableau 2

***Coefficients Gini calculés sur la répartition du revenu,
en déciles, de toutes les unités familiales,
Provinces canadiennes***

Provinces	1967	1971
Terre-Neuve	0,369	0,395
Ile-du-Prince-Édouard	0,367	0,390
Nouvelle-Écosse	0,387	0,383
Nouveau-Brunswick	0,366	0,392
Québec	0,376	0,404
Ontario	0,364	0,380
Manitoba	0,384	0,402
Saskatchewan	0,396	0,417
Alberta	0,390	0,405
Colombie-Britannique	0,380	0,411
Canada	0,379	0,400

Source: R. Love et M.C. Wolfson, *Income Inequality: Methodology and Canadian Examples*, Statistique Canada, Numéro de catalogue 13-559, Ottawa, 1976, p. 111.

En somme, cette revue brève de quelques travaux empiriques sur la répartition des revenus au Canada et aux États-Unis porte à suggérer qu'une réduction des disparités interrégionales n'est pas du tout incompatible avec un accroissement des disparités interpersonnelles.

Il faut maintenant se demander si les calculs de disparités de revenu entre personnes et entre régions sont les seuls calculs possibles, ou encore, les seuls souhaitables. Des points de vue de l'économie régionale et de l'idéologie de la

«souveraineté du consommateur individuel», ce sont effectivement les seuls calculs de disparités vers lesquels l'analyste se tourne tout «naturellement». Cependant, si le point de vue du matérialisme historique est adopté, et si la théorie de la valeur-travail est jugée plus cohérente que la théorie de la valeur-utilité (Latouche, 1975), une autre façon de découper la population totale pour des fins d'analyse de répartition du revenu s'impose à l'analyste. Ce découpage, *a priori* tout aussi justifiable qu'un découpage régional, est bien entendu celui par lequel la population est répartie en classes sociales. Si la population, du Québec par exemple, était divisée en classes sociales, trouverait-on, comme pour les régions, une tendance à la diminution des écarts de revenu entre classes et à l'accroissement de ces écarts à l'intérieur des classes? Il est permis d'en douter. Il est même permis de suggérer, comme simple hypothèse, que le «nouveau discours économique» sur les régions joue un rôle idéologique de premier plan en masquant les rapports entre classes sociales à l'aide des rapports entre régions. Ce discours a d'ailleurs beau jeu dans la formation sociale canadienne où les régionalismes ont une propension à occuper presque tout le champ politique.

Il n'est donc pas question de nier le fait «régional» et de resubstituer à sa place le fait «social». Il est plutôt question de développer une problématique en trois étapes: la première consistant à définir des classes sociales à partir de la théorie de la valeur-travail, la deuxième ayant pour objet d'articuler classes sociales et structures régionales, et la troisième s'interrogeant sur la façon dont les rapports entre classes et régions sont affectés par les fluctuations à long terme dans le procès d'accumulation du capital. Le développement de cette problématique fera apparaître clairement que l'analyse des disparités de revenu reste très superficielle, dans la mesure où le concept de revenu limite le questionnement à la sphère de la distribution du produit social. Il apparaîtra qu'une analyse plus globale est possible si la question de la production du produit social est posée.

CLASSES SOCIALES ET RÉGIONS

Il est nécessaire, pour esquisser les deux premières étapes d'une problématique visant à articuler classes sociales et régions, de revenir sur certains concepts de base du matérialisme historique. Harnecker (1974) présente une bonne introduction à ces concepts, dont les deux plus fondamentaux sont ceux de *mode de production*, un concept abstrait, et de *formation sociale*, un concept concret.

Un mode de production est une structure formée de trois sous-structures ou instances: les instances économique, politique et idéologique. L'instance économique est une combinaison spécifique d'un état de développement des forces productives et de rapports techniques et sociaux de production. Cette combinaison spécifique se construit sur la contradiction ou la correspondance existant entre le degré de développement des forces productives et celui des rapports techniques et sociaux de production. Les rapports techniques de production font référence à la forme de contrôle exercée par les producteurs immédiats sur le procès de travail. Les rapports sociaux de production sont les rapports qui s'établissent entre les propriétaires des moyens de production et les producteurs immédiats. Les moyens de production sont composés des instruments de travail et des objets de travail. Le procès de travail est la séquence principale du procès de production. Deux types de rapports techniques et sociaux sont définis: des rapports de contrôle qui indiquent si les producteurs immédiats ont, ou n'ont pas, le contrôle direct du procès de production; et des rapports de propriété qui indiquent si les producteurs immédiats sont ceux qui procèdent à l'affectation des moyens de production et qui disposent du produit du procès de production. Quatre combinaisons de deux types de rapports sont possibles: contrôle et propriété par les producteurs immédiats, contrôle et non-propriété, non-contrôle et propriété, non-contrôle et non-propriété.

Cinq grands modes de production sont habituellement repérés dans l'histoire de l'humanité (Amin, 1973, a, p. 5 et ss.):

- a) le communisme primitif (contrôle et propriété)
- b) le tributarisme, dont le féodalisme est une forme dégénérée (contrôle et non-propriété)
- c) l'esclavagisme (contrôle et non-propriété)
- d) le mode de production petit marchand simple (contrôle et propriété)
- e) le capitalisme (non-contrôle et non-propriété)

Les instances politique et idéologique sont des formes, spécifiques à chaque mode de production, qui tendent à reproduire les rapports de production propres à chacun des modes. En ce sens, bien que ces deux instances aient une efficacité autonome par rapport à l'instance économique, elles n'interviennent pas «de l'extérieur» dans les rapports de production, car elles sont le plus souvent présentes, de façon parfois décisive, dans la constitution même des rapports de production: «l'idéologie et le politique ne se surajoutent pas aux rapports de production, ils en sont des dimensions constitutives» (Levasseur, 1974, p. 44).

Des contradictions émergent à l'intérieur de chacune des instances et, également, entre elles. La contradiction fondamentale au niveau de l'instance économique, dans le mode de production capitaliste, concerne le procès concomitant de socialisation grandissante des forces productives et de privatisation toujours plus poussée de la propriété et du contrôle des moyens de production. Au niveau de l'instance politique, une contradiction importante prend place entre «l'État garant de l'intérêt général et l'État garant d'un type donné de rapports de production» (Levasseur, 1974, p. 55). Au niveau idéologique, le discours officiel et dominant est sans cesse mis en contradiction avec le vécu et le langage spontané du quotidien. La contradiction, comme rapport nécessaire de coexistence et d'exclusion entre les éléments d'un tout (Levasseur, 1974, p. 55), caractérise aussi les rapports entre les instances. Ainsi, il y a discordance entre la privatisation des rapports de production et la propriété d'État de certains moyens de production; entre les rapports de production qui sont des rapports d'exploitation et l'idéologie économiste qui postule l'égalité des échangeurs sur le marché du travail; entre la régulation de l'ensemble de la société par l'État et l'idéologie de la liberté individuelle.

L'ensemble des rapports contradictoires qui constitue chaque mode de production ne peut être appréhendé que sous sa manifestation concrète, la *formation sociale*. Celle-ci est une combinaison particulière et spécifique de plusieurs modes de production dont un est dominant⁶. Le mode dominant est celui qui produit la plus grande fraction de surplus. Dans l'analyse concrète d'une formation sociale particulière, des rapports contradictoires entre les modes de production viennent s'ajouter aux rapports internes à chaque mode. Au niveau très concret des formations sociales, la notion de contradiction, comme rapport nécessaire de coexistence et d'exclusion, renvoie à celle de développement inégal. Le décalage entre les instances de chaque mode et entre les modes qui composent une formation sociale produit les rapports contradictoires; ceux-ci forment, avec les rapports contradictoires établis entre formations sociales inégalement développées, et par le biais des pratiques et luttes de classes, la substance même du changement social.

Voyons maintenant comment les concepts de mode de production et de formation sociale permettent d'articuler les rapports entre classes sociales et régions. Ce faisant, il sera possible de noter que le recours à l'analyse régionale, comme filet à mailles jeté sur la réalité sociale, permet de passer des structures aux pratiques, du conçu au vécu. Il s'agit d'abord de rappeler que dans chaque mode de production où les producteurs immédiats ne contrôlent pas, ou ne pos-

sèdent pas, les moyens de production, il existe un rapport antagonique entre les producteurs immédiats et ceux qui contrôlent, possèdent, ou contrôlent et possèdent, les moyens de production. Un tel mode de production est donc formé de deux classes sociales. Comme les formations sociales présentent généralement plus d'un mode de production, elles sont conséquemment formées de plus de deux classes sociales.

La coexistence de plus d'un mode de production résulte de la nature essentiellement dialectique du procès social de production et de reproduction: le mode de production dominant tend, selon la conjoncture et les besoins de l'accumulation, soit à éliminer, soit à préserver les autres modes de production. Le mode de production actuellement dominant est le mode de production capitaliste (MPC). En fait, le MPC tend à devenir exclusif au sein d'un nombre grandissant de formations sociales. L'élimination des modes de production pré-capitalistes, et l'émergence de modes de production post-capitalistes, ne se font toutefois pas graduellement et sans heurts. Elles subissent les aléas et les contrecoups des fluctuations dans le rythme de l'accumulation. En période d'accumulation rapide, la tendance serait plutôt à l'élimination des modes non-capitalistes, tandis qu'en période d'accumulation lente, ou de crise, les modes non-capitalistes deviendraient souvent nécessaires au maintien de la suprématie du mode dominant.

Dans le cas des formations sociales où le mode de production capitaliste tend à devenir exclusif, la théorie de la formation sociale, comme combinaison spécifique de modes de production qui définissent des classes sociales, peut être raffinée:

«Il faut, à ce moment, faire intervenir une autre articulation, celle des différents stades de développement du mode de production capitaliste et des fractions de classes définies par ces stades» (Savaria, 1976, p. 125).

Les auteurs qui ont abordé la question de la périodisation du MPC retiennent habituellement trois stades dans le développement de la contradiction entre forces productives et rapports de production: le stade concurrentiel, le stade monopoliste simple ou primitif, et le stade monopoliste d'état (Amin, 1973, b, p. 81 et ss.; Mandel, 1976, p. 145 et ss.). Ces trois stades peuvent coexister au sein de la même formation sociale, et ce qui a été dit plus haut au sujet de l'élimination et du maintien des modes non-capitalistes est aussi applicable à chacun des stades du MPC.

L'architecture des classes sociales, avec leurs fractions, couches et catégories, peut maintenant être esquissée. Le procès de reproduction du capital se fait en deux grandes phases: la phase de la production et celle de la circulation. Des *fractions* du capital total correspondent à chacune de ces phases: le capital industriel correspond à la phase de la production et les capitaux commerciaux et bancaires à la phase de la circulation. À chacune de ces fractions du capital correspond une fraction de l'ensemble des travailleurs salariés. De plus, la reproduction élargie fait naître, par la concentration et la centralisation, de nouvelles *couches* à l'intérieur des classes sociales. De façon très schématique, on peut avancer que les monopoles sont apparus à la fin du siècle dernier comme réponse à la grande crise des années 1873-1896. Il y eut d'abord tendance à la concentration des capitaux individuels à l'intérieur de chacune des fractions industrielle, commerciale et bancaire, puis centralisation progressive des fractions sous la coupe du capital financier. Ces deux processus sont encore en marche et leur avance a comme effet le plus flagrant de démanteler ce qui reste des modes pré-capitalistes, de telle sorte qu'aux couches de la classe capitaliste, le grand, le moyen et le petit capital, correspondent des couches de la classe des travailleurs salariés. Le processus de centralisation du capital porte même certains auteurs,

dont Lojkin (1977, p. 112), à «avancer l'hypothèse d'une nouvelle barrière de classe fondamentale: celle de l'appartenance ou de la non-appartenance au capital monopoliste». Enfin, la place occupée dans les rapports politiques et idéologiques permet d'identifier des *catégories* sociales, telles la bureaucratie d'État et les intellectuels. Il est possible d'associer l'importance renouvelée de ces catégories sociales à l'émergence du capitalisme monopoliste d'état (CME) depuis la crise des années trente, dans la mesure où la nécessité de réguler l'accumulation fait de plus en plus appel à un ensemble complexe d'appareils politiques et idéologiques.

Cette façon de schématiser, dans le temps et dans l'espace, la structure de classes des formations sociales apparaît pertinente à une interprétation matérialiste historique des disparités régionales. Dans la perspective du matérialisme historique, la phrase de François Perroux selon laquelle «la croissance n'apparaît pas partout en même temps» doit se lire: «la concentration du capital n'apparaît pas partout en même temps». Les trois stades du MPC ne sont pas répartis uniformément sur le territoire occupé par une formation sociale. Chaque région présente une combinaison spécifique des trois stades et, conséquemment, une structure de classe particulière. Il devient alors nécessaire, pour interpréter adéquatement l'inégale répartition de la richesse et du pouvoir dans, et entre les régions, d'esquisser une problématique de l'accumulation du capital en termes de développement inégal et d'échange inégal.

DISPARITÉS RÉGIONALES ET CYCLES D'ACCUMULATION

Le discours dominant sur les régions, en sciences sociales, est maintenant produit par la «science régionale». Cette dernière propose «d'expliquer» les disparités régionales en termes de «dualisme», et de réduire les écarts entre régions à l'aide d'une stratégie de développement, la «polarisation». Boudeville (1972) et Friedmann (1973) peuvent être comptés parmi les auteurs les plus représentatifs de ce courant dominant. Au mieux, les notions de dualisme et de polarisation permettent de décrire certaines tendances très superficielles au niveau de l'organisation du capital dans l'espace. Au pire, ces notions, par l'appel incantatoire qu'elles adressent au mécanisme magique de la «diffusion spatiale du développement», justifient les rapports de production capitalistes, et masquent l'exploitation de classe. La mise à nu de ce discours idéologique ne peut être faite dans le langage de la science régionale qui admet le principe de la souveraineté du consommateur, et qui pose le travail comme facteur de production au même titre que le capital, soit deux entités économiques abstraites de tout contexte social. La critique de ce discours idéologique exige un métalangage (Raffestin, 1977, p. 123) qui permette à la fois de prendre en compte la réalité que veut «expliquer» la science régionale et le discours que tient la science régionale sur cette réalité. Nous tâchons, tout au plus, d'esquisser ici comment le matérialisme peut être ce métalangage, en nous attachant au problème des rapports entre les disparités régionales et les «ondes longues» dans le procès d'accumulation du capital.

Considérons d'abord la fonction de production telle que définie par Marx, dont les paramètres sont invariants, et où le produit est égal à la somme du capital constant, du capital variable et de la masse de plus-value:

$$p = c + v + m$$

La composition organique du capital est $x = c/v$, le taux de plus-value est $t = m/v$, et le taux du profit est $\pi = m / (c + v) = (1 + x)$. Le niveau de x est donc fonction de la technologie et de la productivité du travail, tandis que le niveau de t est fonction de la longueur de la journée de travail et de la valeur en travail des biens nécessaires à la reproduction de la force de travail. Le taux de plus-value est un indi-

ce important puisqu'il représente à la fois le degré d'exploitation de la classe ouvrière et la productivité du travail. En raison de la concurrence (qui continue sous d'autres formes aux stades du monopolisme simple et du CME) et de la mobilité du capital, il se produit à court et à moyen termes, une certaine péréquation entre les taux de profit des branches ou secteurs du système économique (Latouche, 1975, p. 118). À long terme, le taux moyen de profit tend à baisser dans la mesure où le progrès technologique pousse x à la hausse, ce qui signifie que pour une valeur fixe de t , π doit baisser (Abraham-Frois, 1972, p. 59). Même la possibilité de faire croître t ne change pas fondamentalement ce résultat puisque x peut théoriquement croître à l'infini, tandis que t ne peut excéder le plafond fixé par le besoin de produire les biens nécessaires à la force de travail. Néanmoins, le commerce international et l'ouverture de nouveaux marchés contribuent à retarder la baisse tendancielle du taux de profit.

Comment, dès lors, les ondes longues dans l'accumulation du capital peuvent-elles être à la source des disparités régionales? Pour répondre à cette question, il faut considérer les effets circulaires et cumulatifs dus à l'échange inégal entre formations sociales et entre formations régionales dont les niveaux de développement des forces productives (les compositions organiques) ne sont pas les mêmes.

Pourquoi la composition organique du capital reste-t-elle répartie inégalement dans l'espace? Pendant une période donnée dans le procès d'accumulation, le capital a tendance à se diriger vers les branches où le taux de profit est le plus fort, soit celles où le taux de plus-value est fort et la composition organique faible. Cependant, avec le temps, en raison de la concurrence et des revendications ouvrières, les propriétaires des moyens de production sont poussés à accroître la composition organique de ces secteurs en substituant du capital constant au capital variable. Une observation globale des ondes longues dans l'histoire du mode de production capitaliste permet à Mandel (1976, pp. 252-59) de noter que les périodes d'accumulation rapide furent également des périodes de renouveau technologique:

- 1843-1873 : fabrication mécanique des outils
- 1894-1913 : moteurs électrique et à combustion interne
- 1940-1966 : automation et électronique

Ces progrès technologiques sont d'abord apparus à certains endroits et ont d'abord été appliqués dans certaines branches. Les pays, ou régions, capables de produire ou d'adopter rapidement les nouvelles technologies ont habituellement été ceux ou celles ayant déjà atteint un haut niveau de développement technologique. La répartition spatiale des niveaux de technologie est donc plus inégale pendant la première classe des révolutions technologiques, pendant les périodes d'expansion. Pendant les périodes de ralentissement ou de déclin dans le procès d'accumulation, les nouvelles technologies (et non le développement comme nous le laissent à entendre les économistes libéraux) se répandent à l'extérieur des centres d'innovation, de telle sorte que, dans l'espace, les écarts, des niveaux technologiques tendent à diminuer (Aydalot, 1976, p. 258).

Comment, maintenant, la répartition spatiale de la composition organique du capital influence-t-elle le commerce interrégional ou international? L'argument avancé à cet effet par les théoriciens de l'échange inégal suggère que le commerce entre deux régions ou pays, qui présentent des compositions organiques différentes, produit un transfert net de valeur en faveur de la région, ou du pays, dont la composition organique est la plus forte, ce transfert étant dû à la péréquation du taux de profit (Lipietz, 1977, p. 58). Les périodes d'accélération du progrès technologique seraient donc aussi des périodes où les termes de l'échange favorisent grandement les pays ou régions technologiquement avancés.

Pendant les périodes de consolidation ou de décélération du rythme de développement technologique, lorsque le taux de diffusion spatial de la technologie récente excède le taux d'innovation technologique, les compositions organiques se répartissent moins inégalement dans l'espace. Pendant ces périodes, les termes de l'échange des régions ou pays les moins avancés technologiquement devraient s'améliorer, mais une forte forme d'échange inégal tend alors à se substituer à la première. En effet, pendant les périodes de consolidation technologique, les régions moins avancées reçoivent la technologie la plus récente dans les secteurs touchés par la révolution technologique en cours. Dans ces secteurs, les compositions organiques tendent donc à s'uniformiser d'un pays ou d'une région à l'autre. Mais les coûts de reproduction de la force de travail restent généralement plus faibles dans les régions et les pays moins avancés, ceci étant attribuable à la mobilité moins grande du travail par rapport au capital. En d'autres termes, la force de travail des secteurs technologiquement avancés des pays où les forces productives sont moins développées en général est souvent reproduite dans un contexte pré-capitaliste (ou de capitalisme concurrentiel) alors qu'elle produit dans un contexte de capitalisme avancé. Les coûts de reproduction moindres engendrent alors des salaires plus bas et des taux de plus value très élevés dans ces secteurs. Ici, encore, à cause de la tendance à la péréquation des taux de profit, un net transfert de valeur se produit vers les pays et les régions dont les forces productives sont généralement plus développées (Emmanuel, 1969; Amin, 1973, a et b).

Il faut noter que cette seconde forme d'échange inégal est beaucoup plus applicable au niveau international qu'au niveau interrégional parce que les écarts dans la mobilité du capital et du travail sont beaucoup plus grands au premier niveau qu'au deuxième. Elle est aussi beaucoup plus applicable à la période qui suit la deuxième grande guerre, alors que l'économie mondiale fut témoin d'un accroissement rapide des investissements directs à l'étranger, et d'une décentralisation accrue vers les pays sous-développés des phases routinières des filières de transformation et même de fabrication.

Au niveau interrégional, les coûts de reproduction de la force de travail tendent de plus en plus à l'uniformité à travers tout le territoire occupé par une formation sociale donnée, bien que des écarts appréciables existent dans le cas de formations sociales occupant de vastes territoires, comme par exemple le Canada ou les Etats-Unis. En raison de cette tendance à l'uniformité, qui peut prendre place indépendamment des compositions régionales spécifiques des stades de développement du MPC, une contradiction particulière accompagne le développement régional inégal en régime capitaliste avancé: d'une part, le sous-développement régional se présente comme une nécessité de l'accumulation élargie:

«Par la création de régions déprimées au sein des nations capitaliste, le MPC crée lui-même ses débouchés «complémentaires» ainsi que des réserves permanentes de main-d'oeuvre».

(Mandel, 1962, p. 50)

D'autre part, les salaires élevés, payés dans les secteurs à haute technologie des régions déprimées, forcent les secteurs à basse technologie de ces régions à substituer du capital au travail ou à déménager vers les pays sous-développés. Encore ici, on peut faire l'hypothèse que le deuxième terme de la contradiction aura le dessus pendant les périodes d'expansion, tandis que le maintien des formes pré-capitalistes et/ou des stades primitifs du MPC prévaudra en périodes de contraction.

Jusqu'ici dans ce texte, deux thèmes ont été développés de façon partiellement disjointe: dans la première partie, nous avons fait état de la nécessité d'approfondir les rapports entre classes sociales et disparités régionales, et dans la deuxième partie, nous avons mis en relation développement régional inégal et

fluctuations dans l'accumulation du capital. Eventuellement, il faudra que ces deux thèmes soient intégrés dans une problématique commune. Pour le moment, il suffira d'illustrer ces deux thèmes à l'aide de deux exemples concrets.

DEUX EXEMPLES NORD-AMÉRICAINS

Chacun de nos deux exemples illustrent des rapports entre un «centre» et une «périphérie». Le Nord-Est américain et l'Ontario ont été traditionnellement considérés comme les deux régions les plus développées de leurs formations sociales respectives, tandis que le Sud américain et le Québec ont historiquement fait figure de régions sous-développées. Ces deux exemples sont choisis en raison du contraste qu'ils expriment: d'une part, l'écart de développement entre le Nord-Est et le Sud s'est refermé depuis quelques décades (certains évoquent même la possibilité d'un «renversement spatial»); d'autre part, des analyses récentes montrent que la tendance opposée caractérise les rapports Ontario-Québec (Caldwell et Czarnocki, 1977).

Le Nord-Est et le Sud des États-Unis

Dans un ouvrage récent sur la montée du Sud aux États-Unis, Sale (1976) réussit assez bien à mettre en rapport la question du développement économique régional et celle du pouvoir et des classes sociales. Les observations hautement pertinentes de cet auteur montrent que la concomitance entre la diminution des disparités interrégionales et le maintien des disparités interpersonnelles de revenu pourrait bien trouver son explication dans le capitalisme «cowboy» et le capitalisme d'état qui apparaissent comme les deux composantes du succès économique du Sud. Selon Sale, le capitalisme «cowboy» du Sud s'oppose au capitalisme «yankee» du Nord-Est. Il émerge de la cohésion culturelle et sociale du Sud, celui-ci ayant constitué, jusqu'au boom des derniers trente ans, une quasi sous-formation sociale distincte à l'intérieur de la société américaine. Cette cohésion prend sa source dans l'histoire: un mode de production esclavagiste et ses séquelles; une extension du peuplement vers l'Ouest qui s'est faite en suivant les parallèles; l'absence relative d'une immigration étrangère; et la prééminence de la «Southern Baptist Church».

L'expression «capitalisme cowboy» évoque d'abord un style, ainsi que certaines valeurs traditionnelles comme par exemple l'entreprise privée et la liberté individuelle. Au niveau structurel, cette expression désigne dans le contexte américain, la façon dont la classe dominante de la sous-formation sociale sudiste a pu s'adapter au CME, et profiter de la période d'expansion entre 1940 et 1970 pour «monter au pouvoir». Les six branches industrielles qui forment la base de la puissance économique du Sud sont toutes cruciales pendant cette époque technologique: l'industrie de guerre, l'industrie aérospatiale, la recherche technoscientifique, l'électronique, l'agro-alimentaire et la pétrochimie. Par ailleurs, un des objectifs traditionnels de la politique intérieure des États-Unis a longtemps été s'intégrer le Sud, cette région naguère belliqueuse et rebelle, à la formation sociale américaine. Les propriétaires terriens, les hommes d'affaires et les politiciens sudistes ont su tourner cet objectif à leur avantage. La puissance du Sud s'est largement construite «sur l'énorme croissance de l'État fédéral américain, dont une partie importante a servi à développer des secteurs économiques concentrés dans le Sud» (Sale, 1976, p. 6, traduction libre).

Une étude de Moroney et Walker (1966) montre de plus que l'échange inégal peut aussi contribuer à expliquer la montée du Sud. En bons économistes néoricardiens, ces deux auteurs tentèrent de tester le modèle bien connu de Heckscher-Ohlin en faisant l'hypothèse que le Sud présentait des avantages comparés, par rapport au reste du pays, dans les branches intensives en main-d'oeuvre. Leur étude les poussa plutôt à conclure que «certains indices mon-

trent un avantage du Sud dans les industries intensives en capital» (Moroney et Walker, 1966, p. 582). Ils calculèrent, pour l'année 1957, les ratios capital-travail, et pour la période 1949-1957, les quotients de localisation de toutes les branches d'activité industrielle. Les quotients de toutes les industries, sauf celui de l'industrie forestière, augmentèrent pendant cette période. De plus, les auteurs établirent aussi une corrélation inverse entre les ratios capital-travail et les changements relatifs dans les quotients de localisation. Ces résultats indiquent que les hommes d'affaires du Sud et les autres y possédant les moyens de production purent à la fois développer des industries intensives en capital dans les secteurs où la région présente d'abondantes richesses naturelles, et augmenter leur part des industries manufacturières américaines en tablant sur les salaires moins élevés de la région. Ainsi, le Sud n'est plus une région sous-développée. Il faut toutefois se demander si le renversement spatial qui affecte les États-Unis se traduit par une justice sociale plus grande au niveau du pays dans son ensemble et à l'intérieur de chacune de ses régions.

Les rapports entre l'Ontario et le Québec

Le Québec, un peu comme le Sud américain, est traditionnellement une sous-formation sociale formant bloc à l'intérieur de la société canadienne. Sa cohésion prend aussi sa source dans l'histoire: un mode de production quasi-féodal, une langue distincte, une faible immigration, la prééminence de l'Église catholique. En fait, les traits qui différencient le Québec de l'Ontario apparaissent plus prononcés que ceux qui différencient le Sud du Nord-Est. Il y a sans doute là une première raison qui explique pourquoi l'écart de développement reste stable ici pendant qu'il décroît là-bas. Cette première raison n'est pas étrangère à la contradiction qui découle, d'une part, de la nécessité pour la bourgeoisie canadienne de garder le Québec à l'intérieur de la formation sociale qu'elle domine, pour son compte et celui de la bourgeoisie américaine, et d'autre part, des avantages qu'un groupe culturel et linguistique distinct présente à l'intérieur du MPC, où il devient ni plus ni moins qu'une réserve de main-d'oeuvre captive. L'essentiel de la stratégie politique de la bourgeoisie canadienne peut être résumé ainsi: «intégration économique et différenciation culturelle». Cette stratégie est évidemment différente de celle mise de l'avant par la nouvelle classe politique du Québec: «souveraineté politique et association économique».

D'autres raisons ont été avancées par de nombreux auteurs pour expliquer le sous-développement du Québec par rapport à l'Ontario. Norcliffe (1978) les résume ainsi:

- a) les différences culturelles et religieuses interprétées à la lumière de la thèse de Weber sur la religion et la montée du capitalisme;
- b) la localisation de plus en plus périphérique du Québec par rapport au centre de gravité de l'économie nord-américaine;
- c) la concentration des investissements américains dans le Sud de l'Ontario;
- d) la supériorité de l'agriculture ontarienne qui a joué un rôle-clé dans la création, dès le 19^e siècle, d'une industrie lourde dans cette Province.

Toutes ces raisons servent au moins à établir que la composition organique du capital est plus élevée en Ontario qu'au Québec. Comme les économies des deux Provinces sont largement interdépendantes, il est possible d'interpréter du point de vue de la théorie de la valeur-travail leur développement inégal. Norcliffe, à la manière de Moroney et Walker, a voulu tester les propositions suivantes, dérivées du modèle Heckscher-Ohlin: il est avantageux pour le Québec de produire des biens intensifs en main-d'oeuvre, pour l'Ontario de se spécia-

liser dans la production de biens intensifs en capital, et pour les deux régions d'échanger entre elles (Norcliffe, 1978, p. 3). Il trouve effectivement que la spécialisation s'est produite telle que prévue par ce modèle empiriquement correct mais théoriquement limité, sinon absurde. Il trouve également que les deux régions échangent entre elles. Mais de là à conclure que ces échanges sont avantageux pour les deux régions, il y a une distance énorme que la problématique exposée ici interdit de franchir. Comme les deux formes d'échange inégal exposées plus haut affectent les rapports entre ces deux régions, il est permis de penser qu'une part bien plus grande de la richesse ontarienne est construite sur le travail québécois que la part de la richesse québécoise elle-même construite sur le travail ontarien. Il ne faut toutefois pas conclure que tous les Québécois profiteraient d'un arrêt des échanges commerciaux avec l'Ontario. Puisque la richesse est accumulée dans chaque Province selon des rapports de classes, les fractions régionales qui profitent le plus de l'échange inégal sont probablement, en ordre décroissant, le capital ontarien et le capital québécois; et celles qui en profitent le moins, le travail ontarien et le travail québécois. Enfin, une interprétation plus adéquate des rapports Ontario-Québec devrait inclure les États-Unis, principal partenaire économique des deux Provinces. La relation de dépendance du Canada par rapport aux États-Unis apparaîtrait probablement alors comme autre facteur explicatif de l'écart de développement entre l'Ontario et le Québec.

CONCLUSION

La problématique présentée ici vise à incorporer la conception matérialiste historique des classes sociales à l'analyse des disparités régionales. Cette conception s'appuie sur la validité de la théorie de la valeur-travail. Cette théorie, telle que formulée originellement suppose que le progrès technologique est un facteur non-limitatif dans le procès d'accumulation du capital. L'épuisement des richesses naturelles, et le nouvel ordre économique mondial qui en découle, s'ils ne remettent pas en question la validité de cette théorie, nécessitent tout au moins une reconsidération en profondeur de la stratégie de la planification socialiste centralisée. Il faut tout particulièrement se demander si les grands appareils bureaucratiques caractéristiques de ce type de planification sont en mesure de réagir adéquatement face aux limites écologiques imposées au développement des forces productives. Ne faut-il pas plutôt se tourner vers des formes de planification socialiste autogestionnaire et décentralisée, même si de telles formes ne sont pas praticables sans envisager une réduction du niveau de vie matériel des classes aisées et des régions riches? La réponse à cette question doit être cherchée autant dans la pratique que dans la théorie.

REMERCIEMENTS

Ce texte est une version remaniée d'une communication présentée au quatrième Institut d'études avancées en Science régionale, tenu à Siegen, République fédérale allemande, du 6 au 19 août 1978, sous le titre «Social and Regional Disparities under Conditions of Stagnating Growth». L'auteur remercie les participants à cet Institut, ainsi que le Professeur Claude Raffestin pour leurs critiques et suggestions. Il remercie également le Conseil canadien de recherches en Sciences humaines pour l'aide financière apportée à cette recherche.

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAHAM-FROIS, G. (1972) *Éléments de dynamique économique*. Paris, Librairie Dalloz.
 AMIN, S. (1973, a) *Le développement inégal*. Paris, Éditions de Minuit.
 AMIN, S. (1973 b) *L'échange inégal et la loi de la valeur*. Paris, Editions Anthropos.
 AYDALOT, P. (1976) *Dynamique spatiale et développement inégal*. Paris, Economica.
 BOUDEVILLE, J.-R. (1972) *Aménagement du territoire et polarisation*. Paris, Éditions M.-Th. Génin.

- CALDWELL, G. et CZARNOCKI, B.D. (1977) Un rattrapage raté. Le changement social dans le Québec d'après-guerre, 1950-1974: une comparaison Québec/Ontario. *Recherches sociographiques*, 18(1): 9-51.
- CHERNICK, S.E. (1966) *Disparités interrégionales du revenu*. Ottawa, Conseil économique du Canada, Étude technique no 14.
- EMMANUEL, A. (1969) *L'échange inégal*. Paris, Maspéro.
- FRIEDMANN, J. (1973) *Urbanization, Planning and National Development*. Beverly Hills, Californie, Sage Publications.
- HARNECKER, M. (1974) *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*. Bruxelles, Éditions Contradictions.
- HAWORTH, C.T., LONG, J.E., et RASMUSSEN, D.W. (1978) Income Distribution, City size, and Urban Growth. *Urban Studies*, 15(1): 1-8.
- LATOUCHE, S. (1975) *Le projet marxiste: analyse économique et matérialisme historique*. Paris, Presses universitaires de France, Collection SUP.
- LEVASSEUR, C. (1974) *L. Althusser et N. Poulantzas: éléments pour une théorie marxiste de l'idéologie*. Québec, université Laval, faculté des Sciences sociales, thèse de maîtrise non publiée.
- LIPIETZ, A. (1977) *Le capital et son espace*. Paris, Maspéro.
- LOJKINE, J. (1977) *Le marxisme, l'Etat et la question urbaine*. Paris, Presses universitaires de France.
- LOVE, R. et WOLFSON, M.C. (1976) *Inégalités des revenus: méthodologie et exemples canadiens*. Ottawa, Statistique Canada, publications occasionnelles no. 13-559.
- MANDEL, E. (1962) *Traité d'économie marxiste*. Paris, Union générale d'éditions, troisième volume.
- MANDEL, E. (1976) *Le troisième âge du capitalisme*. Paris, Union générale d'éditions, premier volume.
- MORONEY, J.R. et WALKER, J.M. (1966) A Regional Test of the Heckscher-Ohlin Hypothesis, *Journal of Political Economy*. 74: 573-586.
- NORCLIFFE, G.B. (1978) *A Trade Approach to Structural Divergence Between Quebec and Ontario*. Communication ronéotypée présentée au Congrès annuel de l'Association des géographes canadiens, London, Ontario.
- RAY, D.M. et BREWIS, T.N. (1976) The Geography of Income and Its Correlates. *Le Géographe canadien*. 20(1): 41-71.
- SALE, K. (1976) *Power Shift: The Rise of the Southern Rim and its Challenge to the Eastern Establishment*. New York, Vintage Books.
- SAVARIA, J. (1976) Le Québec est-il une société périphérique? *Sociologie et sociétés*, 7(2): 115-127.
- STÖHR, W. et TÖDTLING, F. (1977) Spatial Equity: Some Anti-Theses to Current Regional Development Strategy. *Papers of the Regional Science Association*, 38: 33-53.
- RAFFESTIN, C. (1977) Paysage et territorialité. *Cahiers de géographie de Québec*, 21(53-54): 123-134.
- VILLENEUVE, P.Y. (1977) Disparités sociales et disparités régionales: l'exemple du Québec. *Cahiers de géographie de Québec*, 21(52): 19-32.